

Accord collectif national

**RÉMUNÉRATIONS CONVENTIONNELLES
DANS LES COOPÉRATIVES AGRICOLES LAITIÈRES
(19 mai 2000)**

ACCORD DU 12 OCTOBRE 2004 (1)

NOR : AGRS0597006M

Entre :

La fédération syndicale des coopératives laitières (FNCL),

D'une part, et

La FGA-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Augmentation des salaires minima mensuels conventionnels

Au 1^{er} novembre 2004, la grille des salaires minima mensuels conventionnels, établie pour un travail à temps complet, est augmentée comme suit par rapport à la grille applicable au 1^{er} juin 2003 :

- le coefficient 120 est porté à 1 183,40 €, soit + 6,20 % ;
- au-delà du coefficient 210, l'ensemble de la grille est augmenté de + 2,4 %.
- une progression constante en valeur de 6 € par coefficient est établie entre les coefficients 120 et 210.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

Augmentation de la rémunération annuelle minimale (RAM)

Au 1^{er} novembre 2004, la RAM, applicable aux salariés ayant plus de 1 an d'ancienneté, établie pour un travail à temps complet, est augmentée comme suit, par rapport à la grille applicable au 1^{er} juin 2003 :

- le coefficient 120 est porté à 15 384,20 €, soit + 5,14 % ;
- à partir du coefficient 210, l'ensemble de la grille est augmenté de + 2,4 %.
- une progression constante en valeur de 90 € par coefficient est établie entre les coefficients 120 et 200.

Article 3

Indemnités compensatrices RTT

Au 1^{er} juillet 2005 au plus tard, les entreprises ayant réduit leur horaire collectif à 35 heures, ou à un horaire supérieur, devront intégrer les éventuelles indemnités compensatrices RTT dans le salaire de base.

Article 4

Clause de rendez-vous

La commission nationale paritaire se réunira dans le courant du mois de février 2005 pour négocier les salaires conventionnels de 2005, en prenant en compte l'inflation réelle, hors tabac, de 2004.

Article 5

Demande d'extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord et des avenants techniques en résultant. Ceux-ci seront déposés au service pluri-départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Fait à Paris, le 12 octobre 2004.

(Suivent les signatures.)